Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 100 (1955)
Heft: 3

Artikel: Staline et l'invasion de la Suisse
Autor: Masson, R.
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-342646

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

100e année No 3 Mars 1955

REVUE MILITAIRE SUISSE

Rédaction-Direction : Colonel-brigadier **Roger Masson**
Rédacteur-Adjoint : Major **Georges Rapp**
Administration : Lt-colonel **Ernest Buetiger**
Editeurs et expédition : Imprimeries Réunies S. A., av. Gare 33, Lausanne
(Tél. 23 36 33 — Chèq. post. II. 5209)
Annonces : Publicitas S. A., succursale, rue Centrale 15, Lausanne

ABONNEMENT : **Suisse :** 1 an Fr. 12.— ; 6 mois Fr. 7.— ; 3 mois Fr. 4.—
Etranger : 1 an Fr. 15.— ; 6 mois Fr. 8.— ; 3 mois Fr. 4.50
Prix du numéro : Fr. 1.50

Staline et l'invasion de la Suisse

De source américaine, on apprend que, vers le milieu d'octobre 1944, le maréchal Staline aurait invité les Alliés occidentaux à traverser la Suisse, en en forçant le passage par les armes, pour contourner par le sud la « ligne Siegfried », qu'il était selon lui difficile d'attaquer frontalement, par-dessus le Rhin.

Churchill, étonné de cette suggestion pour le moins inattendue, en aurait demandé la raison. Staline lui aurait répondu que la Suisse avait joué un « vilain rôle » dans la guerre (on ne saurait être plus courtois) et qu'il fallait l'obliger à collaborer au succès des armées alliées. On ajoute que le premier ministre anglais repoussa énergiquement un tel projet, faisant connaître à Staline que si celui-ci voulait à tout prix traverser la Suisse, l'Angleterre s'opposerait par les armes à cette violation de notre neutralité. L'intervention britannique eut l'effet escompté et le danger s'éloigna...

Cet épisode inédit et pittoresque de notre histoire militaire a été récemment commenté par certains de nos journaux (notamment *Feuille d'Avis de Lausanne* du 25 février 1955, sous le titre « Voici pourquoi Staline n'a pas traversé la Suisse »,

et par le *Bund* du 24 février) qui concluent « qu'il n'est pas mauvais que notre opinion publique sache le péril que nous avons couru alors et la dette de reconnaissance que nous devons à M. Churchill ».

On nous précise encore que les sources américaines auxquelles notre presse se réfère sont : Leahy « J'étais là » ; Arnold « Global Mission » et Butcher « Trois ans avec Eisenhower ». La curiosité nous a poussé à lire ce dernier ouvrage [1] dont l'auteur, capitaine de marine, fut, de 1942 à 1945, l'un des adjudants du général Eisenhower. Il s'agit du « journal » tenu par cet officier qui, dans le voisinage du grand chef, eut le privilège d'assister à d'importantes conférences interalliées. Voici ce qu'il écrit à la date du 25 décembre 1944, sous le titre « Le haut-commandement allié prend enfin la liaison directe avec Staline » : « Lorsque Churchill se trouvait, en octobre dernier, à Moscou, Staline lui a proposé de « manœuvrer » les Allemands (*réd.* par le sud de la « ligne Siegfried ») en faisant intervenir des troupes alliées à travers la Suisse. » Cette affirmation lapidaire n'est suivie d'aucun commentaire de l'auteur. On ignore si la déclaration de Staline a été faite dans une conférence officielle ou autour d'un verre de vodka. Nous ne savons pas davantage si et dans quels termes Churchill en informa Eisenhower, ni l'attitude de ce dernier face à cette curieuse suggestion, dont on peut bien dire qu'en octobre 1944, elle venait « à retardement »...

Au demeurant, qu'un tel projet ait germé dans le cerveau du génial « Père des peuples », c'est possible et même probable. Qu'il nous ait reproché, selon certains ouvrages américains, d'avoir joué un « vilain rôle » dans la guerre, c'est moins logique ! Peut-être songeait-il à ces années 1939 et 1940 où le peuple suisse, dans sa majorité, se dressait contre le national-socialisme et ses méthodes et où Staline était l'allié de Hitler et se partageait avec lui les dépouilles de la Pologne ? Nous n'en savons rien. La question qui se pose à propos de cette

[1] Alfred Scherz Verlag, Berne, édition allemande 1946.

intention d'envahir la Suisse n'est du reste pas là et nous n'allons pas faire ici de la politique du « Café du Commerce ».

Il nous apparaît plus intéressant de démontrer que, vers la fin de 1944, les Alliés occidentaux n'avaient, sans parler d'arguments moraux, aucun intérêt stratégique à entreprendre une action à travers notre pays, même liée aux opérations d'ensemble qui se déroulaient à cette époque sur le front ouest. Ils n'en avaient du reste pas davantage la possibilité matérielle. Plus de dix ans ont passé depuis ces événements que notre génération a suivis avec la passion qu'ils suscitaient et ce rappel du « temps de la guerre » pourra peut-être retenir l'attention de nos jeunes officiers.

* * *

Pour comprendre la situation stratégique générale, telle qu'elle se présente à la fin de 1944, il convient d'esquisser les opérations qui s'enchaînèrent, sur les divers champs de bataille, depuis le début des hostilités :

Après leur conquête foudroyante de la Pologne (sept. 1939) qui mettait pour la première fois à l'épreuve de la réalité la nouvelle conception de la « guerre-éclair », basée sur la mise en œuvre des blindés, les Allemands ramènent le gros de leurs forces vers l'ouest. L'hiver 39/40 se passe dans cet étrange climat de la « drôle de guerre » que souligne, depuis le commencement de la guerre, la passivité des armées franco-britanniques.

Le 10 mai 1940 : attaques conjointes de la Wehrmacht contre les Pays-Bas, la Belgique et la France. La Hollande succombe. La « bataille des Flandres » est engagée, qui se termine, au début de juin, par la tragédie de Dunkerque et de Calais. L'Angleterre retire dans son île le corps expéditionnaire du général Gort (10 divisions). La France est amputée du tiers de son armée, dont les troupes de Giraud. Weygand, venant de Syrie, remplace Gamelin.

La « bataille de France », commencée le 5 juin, prend fin le 25 du même mois par les armistices franco-allemand, puis

franco-italien, qui imposent au gouvernement de Vichy l'occupation d'une partie de la France. L'Angleterre est sérieusement affaiblie, bien que farouche dans sa décision de poursuivre la lutte dans l'air et sur mer, en attendant des temps meilleurs. Les Etats-Unis ne sont pas encore entrés dans leur conflit avec le Japon et les Russes demeurent les alliés de l'Allemagne. Il n'y a plus de guerre terrestre en Europe que le IIIe Reich domine de sa toute-puissance. La Wehrmacht dispose de sa liberté de manœuvre et peut prendre, dans quelque direction que ce soit, l'initiative des opérations.

Au début de 1941, le dispositif du stationnement allemand en France se décongestionne et c'est la rapide campagne des Balkans (Yougoslavie et Grèce), puis l'alignement d'autres pays (Roumanie et Bulgarie) dont l'Allemagne aura besoin pour la concentration et le ravitaillement de ses troupes face à l'Est.

Le 22 juin 1941, Hitler, rompant son pacte de non-agression avec Staline (26 août 1939) attaque la Russie et va s'enfoncer dans ce vaste champ de bataille aux fronts démesurés et aux profondeurs sans limites. Dès le démarrage des opérations allemandes vers l'Est, l'armée rouge soutint avec vaillance et ténacité le choc de la puissante Wehrmacht. De 1941 à 1943, les Russes connaissent des situations difficiles ; la progression allemande atteint, vers 1942, le Caucase. Mais l'héroïque résistance des troupes soviétiques à Stalingrad, fin 1942, marque ce « tournant de la guerre » qui modifie la situation générale en faveur des Russes. Toutefois, cette bataille gigantesque sera encore longue et dure ; elle ne prendra fin que deux ans plus tard.

Pendant le déroulement de cette campagne et jusqu'à l'épisode de Stalingrad, l'armée rouge avait supporté seule le poids de la guerre sur terre. Il était donc logique que Staline vît dans la constitution d'un deuxième ou troisième front allié en Europe le soulagement qu'il escomptait au profit de la reprise de son offensive générale. En absorbant ou en retenant une partie des troupes allemandes sur des champs de

bataille de l'Occident, les Alliés devaient faciliter la progression russe vers l'ouest et priver l'O.K.W. de ses réserves stratégiques ou même l'obliger à dégarnir, en les affaiblissant, certains secteurs de son front oriental.

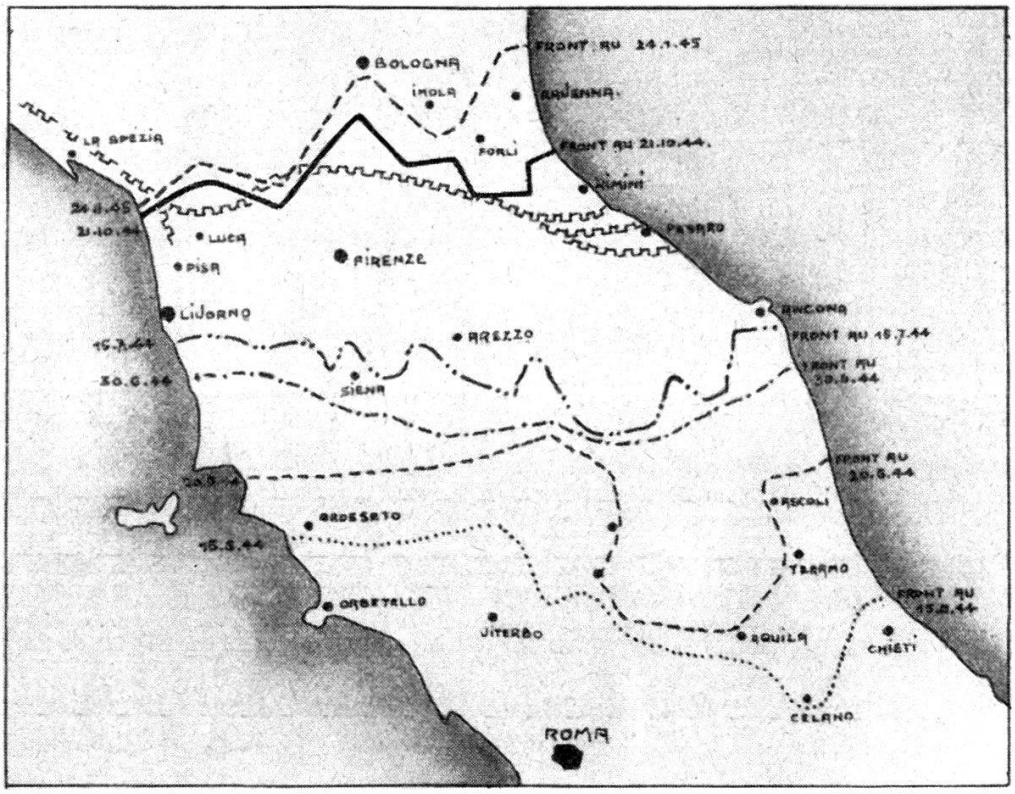
Les Américains avaient débarqué, le 8 novembre 1942, en Afrique du Nord pour amorcer de là leur campagne d'Italie, cependant qu'en Angleterre se constituait la masse de manœuvre qui devait initialement prendre pied en Normandie, puis se diriger vers le Rhin en libérant la France, la Belgique et les Pays-Bas. L'année 1943 fut donc consacrée, à l'ouest, aux opérations en Italie et aux préparatifs de débarquement dans le nord et le sud de la France.

* * *

Vint l'année 1944 qui nous intéresse plus particulièrement ici. Nous sommes en présence de trois opérations, au début plus ou moins indépendantes, bien que coordonnées à l'échelon du commandement suprême (Eisenhower) :

1° *La campagne d'Italie* (engagée en août 1943) est menée, côté allié, par un groupe d'armées aux ordres du général Alexander, qui compte la 8e armée britannique (Montgomery), la 5e armée américaine (Clark), des troupes françaises (Juin et Giraud), puis, dès le 6 mars 44, le 2e C.A. polonais (Andrès). Provenant de l'Afrique du Nord, une partie de ces troupes ont débarqué en Sicile (action terminée le 17 août 43), puis, dans le cadre d'une opération d'ensemble, passent le 3 septembre à l'attaque de la péninsule italienne. Elles ont pour adversaires de 15-20 divisions allemandes, initialement sous Rommel et Kesselring (puis Wolff), ainsi que les contingents néo-fascistes demeurés fidèles à Mussolini.

La garnison allemande de l'Italie a été constituée, à la suite de la décision de Hitler de maintenir ce pays dans le cadre de l'Axe, bien que sa situation politique intérieure n'en fasse plus un allié très sûr (30 000 partisans italiens se battent déjà aux côtés des troupes anglo-saxonnes !)



Croquis N° 1.

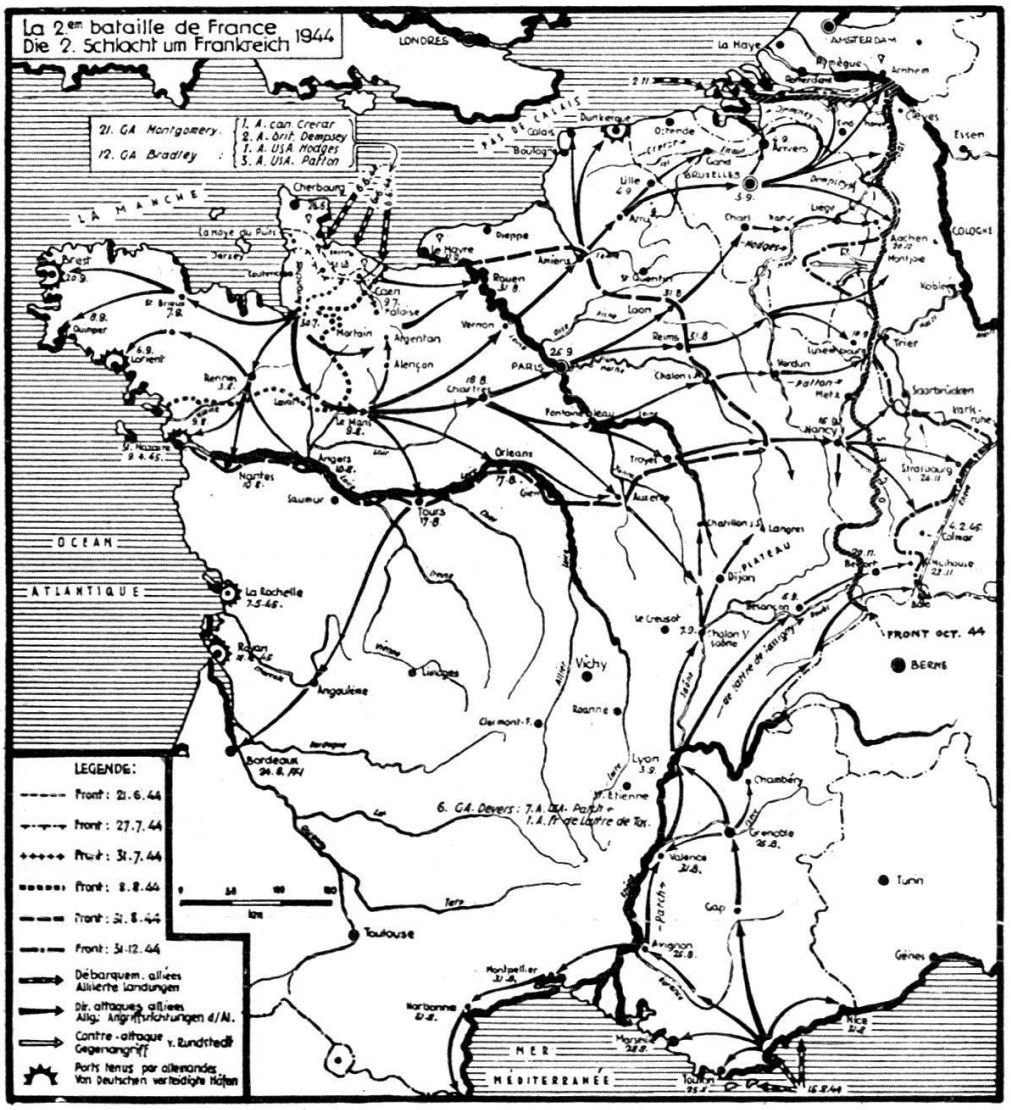
Durant la fin de 1943 et toute l'année 1944, la progression des Alliés est lente et laborieuse. Les combats se déroulent dans un terrain montagneux, réfractaire à l'emploi des chars. La résistance allemande est opiniâtre. Après le débarquement de la 5e armée vers Salerne (sept. 43) et sa jonction avec la 8e venant de la Calabre, le front allié s'ébranle insensiblement vers le nord. La bataille s'exprime avant tout par des actions tactiques, souvent très localisées. On se rappelle notamment les épisodes du Monte Cassino (janvier 44), puis ceux d'Anzio-Nettuno qui devaient faciliter aux Alliés l'investissement de Rome (début juin 44).

Vers le milieu d'octobre 1944, après l'occupation de Livourne, Florence, Rimini, les Alliés ont atteint le front que précise le croquis N° 1. Mais la campagne d'Italie n'est pas terminée et, sur ce théâtre d'opérations, ni les Allemands ni les Alliés

ne sont en mesure d'y prélever des troupes à destination d'autres fronts.

2° *Le débarquement de Normandie* avait eu lieu le 6 juin 1944 (croquis N° 2). Nous n'en discuterons pas ici les diverses phases qui apparaissent chronologiquement sur notre carte de situation. La mission des troupes anglo-saxonnes et françaises est de libérer la France, la Belgique et les Pays-Bas ; le Rhin constituera le premier objectif pour la suite du plan allié, si la Wehrmacht n'a pu être mise hors de combat entre temps. Le débarquement, puis les opérations terrestres sont conduits par Montgomery (que le général Leese a remplacé en Italie). Rommel, puis von Rundstedt dirigent la défense allemande. La question qui se pose — et qui intéresse également la Suisse — est de savoir sur quels axes va se prononcer l'effort de l'offensive alliée, après la bataille de Normandie. Son mouvement va-t-il s'orienter franchement vers l'Est ou, évitant les fortifications allemandes de Belgique, s'infléchir vers le sud-est en direction générale du Plateau de Langres et de la trouée de Belfort, auquel cas la bataille ferait rage à nos frontières ? On y verra clair dès la libération de Paris et l'arrivée des Alliés sur la basse Seine (fin août-début sept.), d'où leur progression reprendra vers la Belgique sur un large front jalonné, au nord par les côtes de la Manche, puis la frontière hollandaise, au sud par Auxerre-Nancy-Strasbourg. Au nord-ouest de la Suisse, la région Châlons-sur-Saône-Dijon-Besançon-Belfort est momentanément calme ; elle s'animera à la fin d'août.

3° *Le débarquement des troupes alliées dans le sud de la France*, le 15 août 1944. A cette date, le 6e Groupe d'armées du général Devers (7e armée américaine Patch et 1re armée française de Lattre de Tassigny) prend pied dans le secteur Saint-Raphaël-Fréjus. La 1re armée allemande (général von Blaskowitz) défend cette région. Là aussi, devant la puissance de l'attaque alliée, la résistance de la Wehrmacht se traduit par des combats retardateurs en direction du nord, le long de la vallée du Rhône. Au début de septembre, la



Croquis N° 2.

transversale de Lyon est dépassée, et dans les premiers jours d'octobre, le Groupe d'armées Devers vient s'incorporer dans le dispositif général d'Eisenhower, à l'ouest du Rhin, sur le front Est-Nancy-Ouest-Belfort. La jonction des armées de Lattre et Patch avec celles qui viennent de terminer la deuxième bataille de France (du sud au nord : 3e et 1re armées américaines, 1re et 2e armées britanniques, cette dernière face à la

Hollande, et la 1re armée canadienne, près de la frontière occidentale belge) a créé, de la Suisse à Ostende, un front continu.

Pendant ce temps, que s'est-il passé de l'autre côté ? Les troupes allemandes ont accepté le combat partout où elles se trouvaient, puis ont été finalement repoussées vers l'est. La plupart, en octobre 1944, n'ont pas encore franchi la frontière du Reich. Du point de vue de la stratégie allemande, c'est le moment de noter que, fin 43 et face aux inconnues des divers fronts alliés « en suspens », les Allemands s'étaient décidés à rétrécir très sensiblement leurs immenses fronts dont la dispersion des forces risquait d'être la dure rançon de leurs victoires initiales. On en vint donc à la conception de cette « Forteresse Europe » (Belgique, France, Italie du Nord, Danube, Bucarest, Odessa, Pologne) dont le resserrement devait permettre la constitution de réserves stratégiques. Mais la pression russe continuait, toujours plus accusée, et, à l'ouest, les événements se précipitaient au préjudice de l'Allemagne, dont les villes et donc les populations subissaient des bombardements incessants et meurtriers. La notion « Festung Europa », dépassée par le rythme de la guerre, fut remplacée par celle de la « Forteresse Allemagne », incluant également l'organisation d'un « réduit national-socialiste » (qui ne fut pas aménagé) dans les Alpes bavaroises, le Vorarlberg et le Tyrol. Le dispositif allemand situé, vers le milieu d'octobre, à l'ouest du Rhin, était destiné à gagner du temps, notamment pour la mise en état de défense de la « ligne Siegfried » que les Allemands n'avaient que partiellement et faiblement occupée jusqu'à cette époque. Les Alliés connaissaient la valeur relative de ces fortifications en octobre 1944 ; ils ont cependant évité l'attaque frontale de cette ligne par leur opération aéroportée (général Brereton) du 17 octobre 44 dans la zone d'Arnheim, Nimègue, Eindhoven. Leur intention était de s'ouvrir les portes donnant accès aux plaines de Westphalie (route la plus directe pour gagner Berlin), d'enrouler l'aile droite allemande et, ce faisant, de couper de leurs bases les

divisions de la Wehrmacht occupant la Hollande. Bien que cette opération n'ait pas donné les résultats attendus, il apparut clairement que le centre de gravité des forces alliées demeurait vers le milieu et le nord (Luxembourg-Belgique) de leur front et non dans les régions proches de la Suisse en vue d'une éventuelle manœuvre d'aile à travers notre territoire.

Dans l'hypothèse du « cas Suisse », tel qu'on nous dit que Staline l'envisageait, il est intéressant de préciser le rapport des forces alliées et allemandes se trouvant en octobre 44 sur le front ouest, entre la Suisse et la Hollande. Notre 2e bureau les évaluait à 49 divisions allemandes et 46 alliées. Mais passons, comme l'exige le « métier », à l'interprétation de ces données en tenant compte de l'épuisement des unités de la Wehrmacht, de leurs lourdes pertes en hommes et matériels. Un de nos officiers en établissait le tableau suivant, qui donne une image plus exacte de la réalité :

	Alliés	*Allemands*
Hommes	2	1
Canons	3	1
Chars.	20	1
Avions	env. 14 000 chasse et bombardiers	max. 500 (types divers dont certains anciens)

* * *

De ce qui précède, on peut conclure que le jour — *13 octobre 1944* — où Staline, selon les Américains, aurait proposé à Churchill le passage de troupes alliées par la Suisse, une telle entreprise était impossible, matériellement et moralement :

a) matériellement parce que :

— les Alliés étaient partout profondément engagés dans la grande bataille qu'ils espéraient décisive. Ils ne disposaient d'aucune réserve stratégique importante pour une opération éventuelle contre la Suisse, dont l'armée pouvait leur opposer la valeur d'un demi-million d'hommes bien entraînés.

Lorsque, deux mois plus tard, plus exactement le 16.12.44, le maréchal von Rundstedt déclencha la contre-offensive « Ardennes-Meuse » ordonnée par Hitler, et que les armées blindées von Manteuffel et Sepp Dietrich pénétrèrent assez profondément dans le dispositif allié, la situation ne fut sauvée que par l'intervention de troupes prélevées sur d'autres secteurs. Il n'y avait à proprement parler pas de réserves générales ;

— il était également impossible de rameuter des troupes d'Italie, encore contenues, comme on l'a vu, par la garnison germano-fasciste des Apennins et de la plaine du Pô ;

— les Russes étaient encore en Pologne et la résistance allemande à l'Est relativement forte ;

— enfin, et c'est sans doute l'aspect pittoresque de cette histoire, la fameuse « ligne Siegfried », médiocrement équipée et partiellement dégarnie, n'intéressait que relativement peu le haut-commandement allié dans la conception de sa manœuvre d'ensemble, surtout, semble-t-il, sa partie sud aboutissant au nord-est de Bâle. Les opérations que devait mener, au mois de mars 1945, la 1re armée française, longeant notre frontière, dans la Forêt-Noire, d'entente avec la 7e armée américaine, prouvent que si les combats furent acharnés, la « ligne Siegfried » ne constitua pas un obstacle infranchissable et donc qu'il n'était pas nécessaire de la tourner par la Suisse. De Lattre de Tassigny avait évidemment le sens des larges manœuvres et cela explique sa rapide progression vers Constance.

b) Enfin, *sur le plan moral*, cette singulière affaire illustre un affligeant paradoxe. Hitler reprochait aux Suisses de soutenir la cause des Alliés et Staline, qui était à leurs côtés à cette époque, nous accusait de ne pas être neutres !

Si Staline a réellement nourri à notre égard les intentions qu'on lui prête, c'est une chance pour notre pays qu'il ne les ait pas diffusées une année plus tôt, bien qu'en 1943 les Alliés n'eussent pas encore débarqué en Europe. Alors on pouvait être certain que Hitler, sans doute averti de cette

menace, serait venu nous « protéger » contre le « danger allié » en mettant la main sur le Gothard et le Simplon, dont nos lecteurs savent qu'il avait besoin pour soutenir les troupes de Kesselring en Italie. Ceci par une de ces « actions préventives » dont il faut bien reconnaître qu'il avait le monopole.

En 1939, les Français et les Anglais sont entrés en guerre parce que les Allemands avaient envahi la Pologne. Les Alliés ne purent attaquer le Reich au démarrage de la guerre car, soucieux de respecter la neutralité belge, ils ne disposaient pas d'un champ de bataille suffisamment large pour assurer le déploiement stratégique de leurs forces (plus de 100 divisions). Comment admettre, dès lors, que quelques mois avant la fin des hostilités, l'un quelconque des grands chefs alliés eût pris à sa charge une opération à travers la Suisse, alors que tous connaissaient notre farouche volonté de résistance ? C'eût été un spectacle inattendu de voir notre armée se battre finalement au profit des Allemands !

Quant au très sympathique sir Winston Churchill, il peut être tranquille ! Même s'il ne devait pas avoir évité, en 1944, l'invasion de la Suisse, notre peuple le considère comme le sauveur de la civilisation occidentale et a su, lors de son séjour en Suisse, lui témoigner sa large reconnaissance, selon ses plus généreuses traditions. Churchill a reçu un caisson de cigares et sa distinguée épouse une boîte de chocolat. Ils ont de la chance, ces étrangers, de n'être pas de chez nous ! Car s'ils avaient été Suisses et avaient conçu le projet de sauver le pays, la justice helvétique n'aurait pas tardé à chercher les coupables...

Tout cela nous a paru d'un illogisme si déconcertant que nous avons tenu ici à démontrer non seulement l'invraisemblance du fameux « plan Staline », mais encore, s'il avait dû exister, l'impossibilité morale et matérielle de son exécution.

De toute façon, nous ne sommes pas mécontent d'avoir pu saisir ce prétexte de faire un modeste « tour d'horizon ».

Colonel-brig. R. Masson